

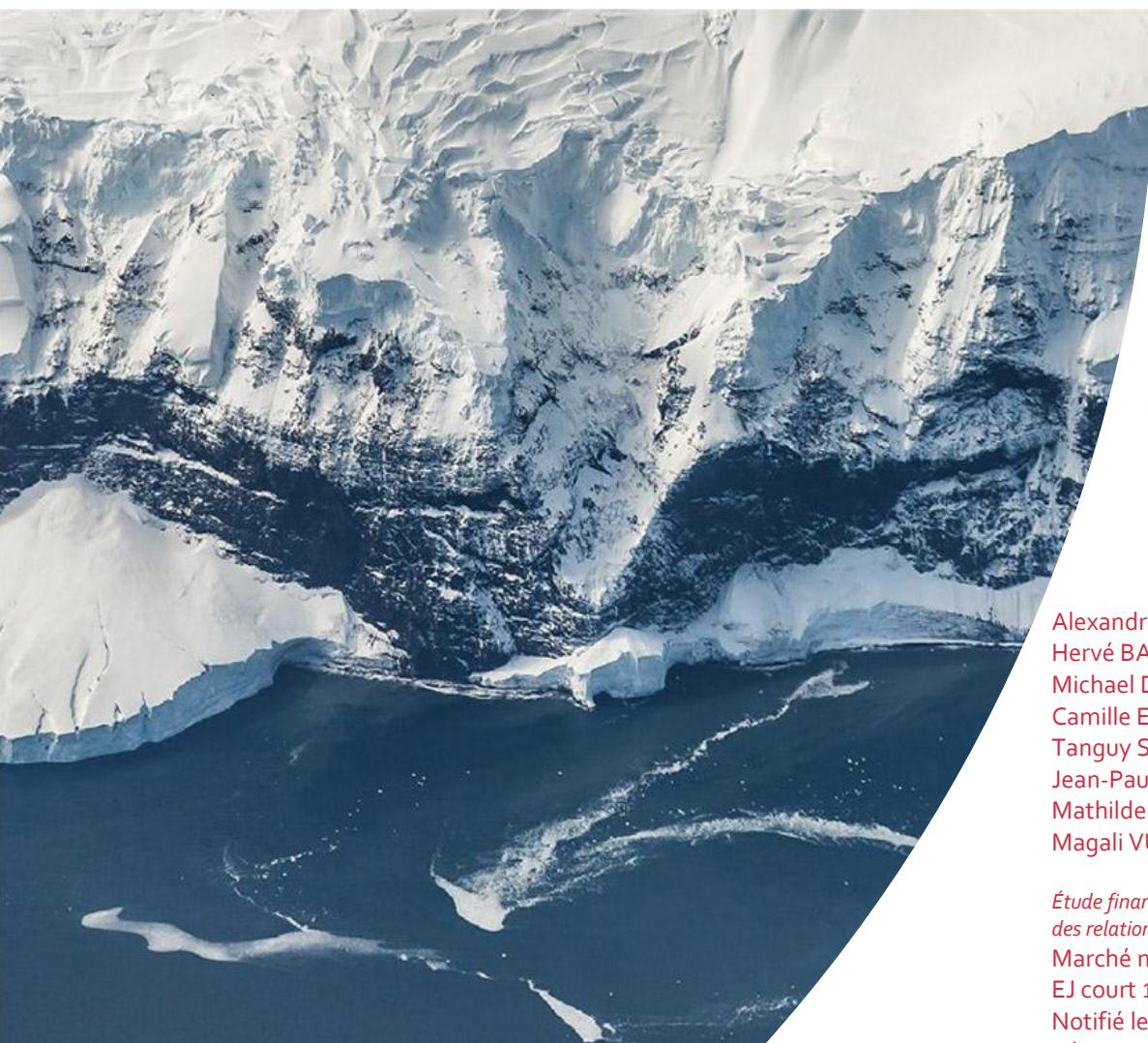
Observatoire de l'Arctique

— Bulletin mensuel



Juin 2025

Bulletin N° 63



Alexandre TAITHE (coord.)
Hervé BAUDU – Émilie CANOVA –
Michael DELAUNAY –
Camille ESCUDE-JOFFRES –
Tanguy SANDRE — Julia TASSE –
Jean-Paul VANDERLINDEN –
Mathilde KOECHLIN – Florian VIDAL –
Magali VULLIERME

*Étude financée par la Direction générale
des relations internationales et de la stratégie*
Marché n° 2022 1050 132 841
EJ court 180 007 16 30
Notifié le 3 janvier 2023
Réunion de lancement : 1^{er} février 2023

Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS)
55 rue Raspail 92300 Levallois-Perret
Fondation reconnue d'utilité publique par décret du 26 février 1993

WWW.FRSTRATEGIE.ORG | MAIL : CONTACT@FRSTRATEGIE.ORG
SIRET 394 095 533 00060 | TVA FR74 394 095 533 | CODE APE 7220Z

Sommaire

Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande	3
Norvège – Suède – Finlande – Russie	5
États observateurs et Union européenne	8
Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques	9
Questions militaires, industrielles et technologiques	11
Publications des Instituts de recherche	12
Trafic maritime – Sécurité maritime	14

Contributeurs :

Coordination : Alexandre Taithe (FRS)

Bloc Amérique du Nord, Groenland/Danemark, Islande :
Magali Vullierme (CEARC), Michael Delaunay (CEARC), Tanguy Sandré (CEARC)

Bloc Nordique et Russe :
Florian Vidal (UiT – The Arctic University of Norway), avec Hervé Baudu (ENSM)

Bloc États Observateurs et UE :
Alexandre Taithe (FRS), Mathilde Koechlin (FRS)

Bloc Gouvernance et Institutions arctiques :
Camille Escudé-Joffres (CERI), Émilie Canova (Université de Cambridge)

Bloc Capacitaire/Technologique/Industriel :
Alexandre Taithe (FRS), Mathilde Koechlin (FRS), avec Camille Escudé-Joffres (CERI) et Émilie Canova (Université de Cambridge)

Blocs Publication des centres de recherche et Think Tanks : Alexandre Taithe (FRS), Mathilde Koechlin (FRS)

Bloc Trafic maritime et Sécurité maritime :
Hervé Baudu (ENSM)

Avertissement

Les opinions et analyses exprimées dans ce livrable n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. Elles ne sauraient représenter ou traduire une prise de position de l'organisme du ministère des Armées pilote de l'étude, de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie ou du ministère des Armées.

Disclaimer

The opinions and analyses expressed in this document are the sole responsibility of the authors. They do not represent or reflect the position of the organization of the Ministry of the Armed Forces conducting the study, the Directorate General of International Relations and Strategy or the Ministry of the Armed Forces.

Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande

Aux États-Unis, les coupes budgétaires imposées aux agences fédérales américaines font peser un danger sur l'accès et le recueil de données scientifiques portant sur l'Arctique, et plus largement sur le changement climatique. Ces incertitudes portent à la fois sur les bases de données déjà existantes comme celles recueillies par la US National Science Foundation (NSF) ou par la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), et sur la collecte de nouvelles données. Les budgets de ces deux agences qui vont être coupés à hauteur de plusieurs milliards de dollars, mettant à risque leur capacité à étudier les effets du changement climatique notamment en Alaska et pouvant impacter les infrastructures à la fois civiles et militaires ([Cryopolitics](#), 8 mai 2025). C'est dans ce contexte que l'Arctic Research Consortium of the U.S. (ARCUS) a mis en place un sondage anonyme sur les besoins des chercheurs de la communauté arctique pour tenter de faire face à ces coupes drastiques dans les budgets de recherche ([ARCUS](#)). Ces coupes budgétaires pourraient également directement et durement toucher les aides dont bénéficient des résidents d'Alaska, notamment leur couverture santé (Medicaid) et une aide pour l'achat de nourriture via le programme *Supplemental Nutrition Assistance Program* (SNAP) ([Anchorage Daily News](#), 23 mai 2025).

L'ancien, premier et seul Ambassador-at-Large for Arctic Affairs Michael Sfraga, a publié une tribune appelant l'administration Trump à ne pas négliger ses alliés transatlantiques / arctiques, alors que ces alliés arctiques et membres de l'OTAN qui réinvestissent dans leur défense, sont selon lui nécessaires à la sécurité nationale américaine : « *Our Arctic allies actively defend U.S. interests in the region and around the globe* ». Selon Mike Sfraga, « *it is in America's best interest to reinforce and strengthen this strategic alignment* » avec le Canada, la Finlande, le Danemark, l'Islande, la Norvège et la Suède, qu'il nomme « *the trans-atlantic alliance* » qui « *form a potent security, economic, and research partnership that benefits us all* » ([High North News](#), 5 mai 2025).

Suite aux élections fédérales au Canada, le parti fédéral, représenté par Mark Carney reste en poste. Dans son programme pour l'arctique canadien, le parti Libéral a annoncé vouloir « *développer plus de ports, d'autoroutes, de voies ferrées et d'infrastructures énergétiques dans le Grand Nord* » et travailler en « *étroite collaboration avec les dirigeants autochtones du Nord et de l'Arctique dans les investissements en matière de défense et de sécurité* ». Des investissements devraient avoir lieu pour moderniser quatre centrales électriques du Nunavut (94 millions de dollars) et terminer la première phase de la centrale hydroélectrique de la Nunavut Nukviksautit Corporation (20 millions de dollars). Il avait également annoncé des investissements pour la surveillance (brise-glaces, nouveaux sous-marins, drones aériens et sous-marins) et souhaité la conclusion d'un accord de coopération entre le Canada et l'Europe ([Regard sur l'Arctique, 29 avril 2025 ; 30 avril 2025](#)). Rappelons que le mois dernier, un contrat de défense avait déjà été signé avec la société ATCO Frontec pour 48,4 millions de dollars pour installer un nouveau système de radar de défense dans les Territoires du Nord-Ouest « *afin de concevoir, de construire, d'installer et de faire fonctionner le radar transhorizon polaire* » ([Radio Canada, 15 mai 2025](#)).

Au Nunavik, de nombreuses tensions sont à relever. Tout d'abord, à Puvirnituq, l'état d'urgence a été déclaré et les Rangers canadiens mobilisés à la demande du gouvernement québécois en raison d'une pénurie d'eau potable qui dure depuis la mi-mars. L'hôpital a été privé d'eau, impactant lourdement la sécurité sanitaire des patients, qui ont dû être évacués à Montréal à la mi-mai, et la salubrité dans les écoles, qui ont également été fermées. Cela fait plus d'un mois que les habitants ne peuvent pas se laver, tirer la chasse, faire la vaisselle... entraînant de nombreuses maladies, notamment pour les enfants ([Regard sur l'Arctique, 9 mai 2025 ; 16 mai 2025 ; 20 mai 2025 ; 21 mai 2025 ; 23 mai 2025](#)). Selon une étude de 2018, l'installation de conduites d'eau permanentes s'élèverait à 90 millions

de dollars. Cela nécessiterait la mise en place de thermosiphon et la circulation permanente de l'eau pour éviter le gel de celle-ci ([Regard sur l'Arctique](#), 30 mai 2025). Par ailleurs, un rapport de Makivik, l'organisation qui représente les Inuits du Québec, pointe les défaillances du système de police au Nunavik après le décès par balle d'un Inuk à Kangiqsualujjuaq. C'est le deuxième décès par balle après celui de Joshua Papigatuk, tué par un policier à Salluit en novembre 2024 ([Radio canada](#), 7 mai ; [La Presse canadienne](#), 9 mai 2025).

Enfin, les Autochtones rappellent à nouveau que les savoirs autochtones doivent être mis en première ligne pour la transition énergétique. En effet, lors de la 24e session de l'Instance permanente des Nations unies sur les questions autochtones qui s'est déroulée le 21 avril 2025, des représentants Inuits canadiens étaient présents pour rappeler que les populations autochtones restaient encore exclues des discussions concernant l'exploitation des ressources sur leurs territoires traditionnels et « *que le consentement libre et éclairé des peuples autochtones* » était nécessaire ([Regard sur l'Arctique](#), [5 mai 2025](#)). Cette nécessité a également été rappelée pour la fermeture de la mine Diavik de diamant prévue en 2026 et pour laquelle la Première Nation dénée de Lutsél K'e demande que le savoir autochtone soit intégré au même titre que la surveillance scientifique ([Regard sur l'Arctique](#), 29 mai 2025).

Le 12 mai 2025, le Groenland a pris, pour le compte du Royaume du Danemark, la tête du Conseil de l'Arctique. Après une longue lutte de pouvoir entre Nuuk et Copenhague, c'est donc Vivian Motzfeldt, la ministre groenlandaise des Affaires étrangères qui a assuré le passage de témoin de la présidence du Conseil après deux années de présidence norvégienne marquée par une volonté de faire vivre la coopération régionale. « *Je dois dire que je pense qu'il est tout à fait approprié que ce soit le Groenland qui s'en occupe au nom du royaume, car il s'agit de la partie arctique du royaume du Danemark* », a déclaré le ministre norvégien des Affaires étrangères lors de la session de passation à Tromsø ([Altinget](#), 13 mai 2025 ; [Sermitsiaq](#), 18 mai 2025, et voir également la rubrique Gouvernance et Institutions arctiques).

Par ailleurs, **Vivian Motzfeldt a rencontré la responsable de la politique étrangère et de sécurité de l'UE, Kaja Kallas.** Le secteur des matières premières a été mis en avant comme un domaine important pour le développement de la coopération, alors que Vivian Motzfeldt a souligné qu'« *en ces temps difficiles auxquels le Groenland est confronté, il est important de se rapprocher de partenaires fiables qui partagent les mêmes valeurs* » ([Sermitsiaq](#), 18 mai 2025). La ministre des Affaires étrangères a également rencontré son homologue français Jean-Noël Barrot, affirmant que « *la France a été l'un des premiers pays à exprimer de manière significative son soutien à la population groenlandaise* » ([Sermitsiaq](#), 21 mai 2025) ; en janvier, Jean-Noël Barrot avait confirmé que la France se tenait à disposition du Danemark, si ce dernier demandait du soutien ([Sermitsiaq](#), 22 mai 2025). Alors que l'accord de défense dano-américain prévoyant la possibilité de stationnement sur le sol danois de soldats américains sur les bases de Karup, Skrydstrup et Aalborg a été débattu au Folketing ([Sermitsiaq](#), 15 mai 2025), le ministre des Affaires étrangères Lars Løkke Rasmussen, tout comme le **Premier ministre groenlandais, a jugé « inacceptable » la volonté des États-Unis d'intensifier leurs actions d'espionnage au Groenland et au Danemark révélée par le Wall Street Journal** ([Wall Street Journal](#), 6 mai 2025; [Sermitsiaq](#), 8 mai 2025 ; [Sermitsiaq](#), 15 mai 2025). Le Pentagone envisage également de transférer le Groenland du Commandement européen des États-Unis (EUCOM) au Commandement du Nord des États-Unis (NORTHCOM). Au-delà de cette mesure unilatérale et en partie symbolique, la Maison Blanche étudie également la possibilité de proposer au Groenland une zone en libre association avec les États-Unis, un statut jusqu'à présent réservé aux petites nations insulaires de l'océan Pacifique, notamment les îles Marshall et la Micronésie ([Reuters](#), 9 mai 2025).

Sur le plan régional, alors que les autorités groenlandaises ont protesté à plusieurs reprises contre leur sous-représentation dans les forums de gouvernance régionale, le Premier ministre, Jens-Frederik Nielsen, a participé à la réunion ministérielle nordique ([Sermitsiaq](#), 26 mai 2025). Enfin, des manifestations ont eu lieu à Tasiilaq et à Nuuk pour dénoncer le sort des résidentes et résidents de la côte est du pays qui font face à un sous-investissement chronique, une marginalisation politique et de nombreuses stigmatisations ([Sermitsiaq](#), 15 mai 2025 ; [Sermitsiaq](#), 22 mai 2025 ; [Sermitsiaq](#), 22 mai 2025).

En Islande, dans le cadre de l'exercice **NATO Formidable Shield 2025** qui se tient notamment en Europe du Nord, l'armée américaine a effectué des essais de vol et d'atterrissement de drones sur l'aéroport de Keflavík tout en étant piloté depuis le Texas ([RUV](#), 26 mai 2025). Le Supreme Allied Commander Europe (SACEUR), General Christopher G. Cavoli, a effectué une visite en Islande et y a rencontré le ministre des Affaires étrangères Þorgerður Katrín Gunnarsdóttir alors même que l'Islande est en train de revoir sa politique de défense ([Gouvernement islandais](#), 15 mai 2025). Durant une interview portant sur les relations entre l'Islande et les États-Unis, l'ancien conseiller à la sécurité nationale du président américain Donald Trump, John Bolton, a conseillé à l'Islande de « permettre à Trump de s'attribuer le mérite de toute initiative » et de « faire profil bas » si l'Islande cherche à renforcer sa coopération avec les États-Unis face à un président impulsif et imprévisible ([RUV](#), 23 mai 2025). Ceci alors qu'un sondage révèle que 50% des Islandais disent que leur souhait de voyager aux États-Unis a fortement diminué depuis l'arrivée de Donald Trump pour un second mandat de président ([RUV](#), 2 juin 2025).

Norvège – Suède – Finlande – Russie

Nord de la Norvège : transformation profonde de l'architecture sécuritaire

Le 8 mai 2025, la Norvège a publié sa nouvelle stratégie nationale de sécurité, 80 ans après la libération du pays. Lors d'une conférence de presse pour présenter ce nouveau document stratégique, le Premier ministre Jonas Gahr Støre a appelé « à nouveau être préparés à ce que la guerre puisse toucher la Norvège ». Ce document met l'accent sur trois priorités : 1) renforcer rapidement les capacités militaires ; 2) accroître la résilience sociétale ; et 3) garantir la sécurité économique. Le Premier ministre met l'accent sur la contribution nécessaire de tous – « État, entreprises, syndicats, société civile et chaque citoyen ». En particulier, le document affirme que « la Norvège contribuera activement à la stabilité dans les régions septentrionales et au respect du droit maritime ». Dans le Grand Nord, cette nouvelle stratégie met l'accent sur le rôle essentiel des communautés locales dynamiques, y compris dans le Finnmark oriental au Svalbard, pour la sécurité nationale.

Le 22 mai, lors d'une visite en Norvège, le Secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a visité avec le Premier ministre norvégien les bases de Ramsund et Evenes, dans le nord du pays. Ces bases servent de centres névralgiques pour une grande partie des entraînements et exercices alliés impliquant des forces navales, spéciales, aériennes et terrestres. En raison de la montée en capacité de la Russie dans la région arctique, Espen Barth Eide, ministre norvégien des Affaires étrangères, précise que « ces dernières années, une compréhension totalement nouvelle de l'importance de l'Arctique pour l'OTAN a émergé » tout en rappelant que la Norvège avait attiré l'attention sur ce sujet depuis 20 ans.

Pour illustrer ces évolutions tangibles, le gouvernement norvégien a modifié ses directives encadrant les activités militaires étrangères dans le Nord, notamment dans le comté du Finnmark, ce qui facilite les entraînements conjoints avec ses alliés, notamment la Suède et la Finlande. Ces ajustements concernent les opérations aériennes, les escales portuaires et les exercices terrestres. Pour le ministre de la Défense, Tore Sandvik, cette évolution est une conséquence logique de l'adhésion des deux pays voisins à l'OTAN,

qui renforce *de facto* la coopération régionale dans le domaine militaire. Dans cette perspective, les autorités locales se montrent favorables à cette évolution et confirment la nécessité d'opérer un changement. Ainsi, le maire de Sør-Varanger, Magnus Mæland explique que « *toute la Norvège doit être défendue, et donc tout le territoire doit être ouvert aux entraînements militaires* » ajoutant que « *les restrictions que la Norvège s'impose n'ont plus de sens lorsque la Finlande, pays allié de l'OTAN, s'entraîne près de la frontière* ». Pour le moment, les activités dans l'est du Finnmark feront l'objet d'une évaluation au cas par cas ([Document Nasjonal Sikkerhetstrategi](#) ; [NRK](#), 8 mai 2025 ; [thebarentsobserver](#) ; [Ministre de la Défense du Royaume de Norvège](#), 22 mai 2025 ; [High North News](#), 26 mai 2025).

Bodø : accueil d'un Centre combiné d'opérations aériennes de l'OTAN

Le 20 mai, le Premier ministre norvégien Jonas Gahr Støre a annoncé que la ville de Bodø, dans le comté du Nordland, accueillerait un nouveau Centre combiné d'opérations aériennes (CAOC) de l'OTAN, renforçant ainsi le rôle stratégique de la région (cf. Bulletin n° 61). Le Premier ministre a rappelé l'importance du Grand Nord pour la sécurité du pays. Cette décision fait suite à l'allocation de 438 millions de couronnes norvégiennes (soit près de 38 millions d'euros) pour la création d'un centre temporaire dans le cadre d'un budget révisé présenté par le gouvernement le 15 mai. Le CAOC sera permanent et viendra compléter le Quartier général interarmées norvégien (NJHQ) déjà présent à Bodø, consolidant ainsi la ville comme un pôle clé pour les opérations militaires dans la partie septentrionale de l'Alliance atlantique. Le ministre de la Défense, Tore Sandvik, a justifié ce choix par la volonté de renforcer la présence de l'OTAN dans le nord du pays, conformément aux recommandations de l'Alliance et du chef de la défense norvégienne. Le ministre de la Défense a par ailleurs souligné que les opérations débuteront dès 2025 et que seule la base militaire de Bodø dispose des infrastructures adaptées pour respecter le calendrier de l'OTAN.

Ce projet s'inscrit dans une stratégie globale de modernisation des capacités militaires norvégiennes et de renforcement de la coopération avec l'OTAN. Celle-ci, qui dispose déjà de deux CAOC en Europe (Allemagne et Espagne), a établi ce troisième centre en réponse à l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'organisation militaire. Le coût estimé est de 9,4 milliards de couronnes (environ 830 millions d'euros), un financement partagé avec l'OTAN incluant la modernisation du NJHQ. Selon les missions attribuées, entre 200 et 450 personnes, incluant du personnel norvégien et international des pays membres de l'Alliance atlantique, travailleront au CAOC ([Communiqué du gouvernement norvégien](#) ; [thebarentsobserver](#), 20 mai 2025).

Russie : sanctions européennes contre l'industrie de la pêche

Le 20 mai, l'Union européenne a adopté le 17^e paquet de sanctions visant la Russie (voir également la rubrique Trafic maritime), en ciblant notamment deux grands groupes de pêche russes (Norebo et Murman Seafood) pour espionnage et risques de sabotage¹. Outre les activités hostiles à l'encontre de ses infrastructures critiques, les autorités européennes mettent en lumière l'intégration croissante entre l'industrie de pêche russe et l'appareil militaro-industriel.

Selon le [document](#) publié par le Conseil de l'UE le 20 mai, les navires exploités par la société de pêche Norebo « présentent des schémas de déplacement particuliers qui sont incompatibles avec les pratiques économiques et les activités de pêche habituelles ». « Les schémas de déplacement correspondent à des objectifs malveillants, comme se trouver à plusieurs

¹ Le Conseil de l'UE accuse ces deux importantes entreprises de pêche de Mourmansk d'espionnage et d'« activités susceptibles de faciliter de futures opérations de sabotage ».

reprises à proximité ou flâner à proximité d'infrastructures critiques et de sites militaires », soutient le Conseil. Norebo est l'une des plus puissantes entreprises de pêche de Russie. Elle appartient à Vitaly Orlov, magnat de la pêche. Selon le Conseil de l'UE, les habitudes de navigation des navires de la compagnie semblent être « *liées à la campagne de surveillance parrainée par l'État russe qui emploie, entre autres, des chalutiers de pêche civils pour mener des missions d'espionnage dirigées contre les infrastructures civiles et militaires de la mer du Nord et de la mer Baltique* ». La société Murman Seafood figure également sur la liste des sanctions. Cette société, comme Norebo, est soupçonnée d'activités de renseignement illégales. Selon le Conseil de l'UE, le chalutier *Melkart-5* de la société a démontré une « *activité de navigation extrêmement inhabituelle* » dans les zones de câbles sous-marins des eaux septentrionales, notamment à proximité d'un câble qui a ensuite été gravement endommagé. Le Conseil de l'UE affirme également que le navire est apparu à plusieurs reprises à proximité d'installations de l'OTAN et d'infrastructures norvégiennes critiques.

La Norvège n'a pas encore décidé si elle suivrait ces sanctions. Alors que la doctrine maritime russe de 2022 militarise officiellement les navires civils, les services de renseignement des pays nordiques documentent systématiquement l'utilisation des bateaux de pêche à des fins stratégiques. À cet égard, l'affaire du navire *Melkart-5*, appartenant au groupe Murman Seafood, illustre comment Moscou instrumentalise son secteur halieutique pour des opérations « grises », en exploitant les failles de la surveillance civile dans la région polaire.

Pour répondre à ces activités d'espionnage des infrastructures critiques norvégiennes, la Norvège a décidé de limiter les escales des navires de pêche à cinq jours maximum. Les autorités norvégiennes maintiennent un contrôle strict mais gardent ouverts trois ports du nord du pays (Tromsø, Båtsfjord et Kirkenes) aux bateaux russes, malgré les risques. Le Premier ministre Støre justifie cette ouverture par une surveillance accrue, tandis que Marianne Sivertsen Næss, ministre des Pêches, évoque le volet environnemental du maintien de la coopération visant à préserver les stocks de cabillauds et d'églefins en mer de Barents (*thebarentsobserver*, [21 mai 2025](#) ; [26 mai 2025](#)).

Sámi : crainte d'une ingérence russe lors des élections parlementaires sámi

Selon le Service de sécurité policière norvégien (PST), la communauté sámi pourrait être la cible d'opérations d'influence étrangère lors des prochaines élections parlementaires sámi prévues au mois de septembre 2025. Johan Roaldsnes, responsable du PST pour le Finnmark, désigne la Russie comme principale menace, soulignant sa capacité à semer la discorde par le biais de la désinformation. En effet, la Russie exploite en particulier les questions sensibles, comme la relation centre/périphérie et les droits sámi, pour attiser les tensions. Si le PST n'a pas encore détecté d'actions concrètes, il souligne toutefois que ces élections, qui se tiennent en même temps que les élections législatives nationales, cristallisent des vulnérabilités géopolitiques présentes dans la région de Barents. Selon le politologue Jonas Stein (UiT The Arctic University of Tromsø), la stratégie russe consiste à polariser les débats ethniques pour saper la confiance dans l'État (*NRK*, 21 mai 2025).

Russie-Chine : bilan de la visite de Xi Jinping

À l'occasion du 80^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, le président chinois Xi Jinping s'est rendu à Moscou pour une visite officielle (7-10 mai 2025) et a rencontré son homologue russe Vladimir Poutine. Si le président chinois a rappelé l'étroite relation entre les deux pays dans un article publié dans le journal russe *Rossiyskaya Gazeta*, le président russe a indiqué au cours d'une conférence de presse commune que « *des progrès significatifs ont été réalisés dans les questions liées au développement et à l'utilisation commerciale de la route maritime du Nord (RMN)* ». Outre les déclarations répétées concernant la hausse constante du volume de marchandises transportées par le biais de la RMN entre

les deux pays, le dirigeant russe a révélé que « *de nouvelles plateformes logistiques étaient en cours de création* » dans la région polaire, ce qui serait bénéfique pour le commerce bilatéral. Cette annonce témoigne, une fois encore, de la volonté affichée du Kremlin d'augmenter les connexions entre la Russie et la Chine transitant par la RMN.

Depuis l'invasion de l'Ukraine, le trafic maritime arctique sur la route maritime du Nord est dominé par les échanges commerciaux entre la Russie et la Chine. L'année dernière, [95 % du fret](#) sur cette route a transité par les deux pays. Les [échanges commerciaux](#) entre les deux pays ont doublé depuis 2020. La Chine occupe désormais la première place en termes de chiffre d'affaires commercial avec la Russie, établissant un nouveau record de 245 milliards de dollars en 2024. Le pétrole brut et le GNL transportés via la RMN ont contribué de manière significative à l'augmentation des volumes d'échanges. Cependant, les exportations de GNL vers la Chine ont plafonné, car les sanctions occidentales ont gelé le projet Arctic LNG 2. Les acheteurs chinois ont été réticents à acheter ouvertement du GNL russe sanctionné, en violation des sanctions américaines ([gCaptain.com](#), 12 mai 2025 ; [The-BarentsObserver.com](#), 8 mai 2025 ; [Rossiyskaya Gazeta](#), 7 mai 2025 ; [Communiqué de la présidence de la Fédération de Russie](#) ; [thebarentsobserver](#), 8 mai 2025).

États observateurs et Union européenne

La Chambre des communes britanniques publie une note de recherche intitulée « La Défense britannique en 2025 : un intérêt renouvelé pour l'Arctique »

Si le Royaume-Uni n'est pas un État arctique, il se considère comme « *le plus proche voisin de l'Arctique* » au sein de l'OTAN, par la proximité de l'Ecosse du cercle polaire arctique. La Chambre des communes britanniques a publié le 15 mai 2025 une note de recherche de 40 pages intitulée « *La Défense britannique en 2025 : un intérêt renouvelé pour l'Arctique* ». Cette note prend acte de l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN et de l'intérêt stratégique majeur qu'est devenu le « Grand Nord » pour l'Alliance.

La note évoque tout particulièrement les priorités russes en Arctique et le passage stratégique du « Greenland-Iceland-UK Gap (GIUK) » pour le Royaume-Uni. Ainsi, la note met en regard **la priorité pour la Russie de disposer d'un accès illimité à l'océan Atlantique et l'importance pour le Royaume-Uni de sécuriser le GIUK**. Le Royaume-Uni considère que le réarmement du territoire arctique de la Russie et de ses 24 000 km de côtes est « *l'une des principales menaces dans la région* ». Les ambitions russes et chinoises, précipitées par le changement climatique et la fonte des calottes glaciaires arctiques, concernent l'ouverture d'une route maritime du Nord (NSR) facilitant le commerce mondial, comme l'atteste le projet de route de la soie arctique.

Par conséquent, la [Revue intégrée actualisée en 2023](#) entend « *répondre à un monde plus contesté et plus instable* » en affirmant que les « *développements [dans le Grand Nord] ont des conséquences directes sur la zone euro-atlantique et l'influence du Royaume-Uni* ». L'objectif du Royaume-Uni est de promouvoir le retour à la stabilité et la coopération en Arctique. Pour concourir à cet objectif, le Royaume-Uni [met en avant](#) les capacités de projection de la Marine britannique, incluant le brise-glace *HMS Protector* et la nouvelle capacité de surveillance océanique multirôle, qui comprend des drones sous-marins océaniques tels qu'*« Excalibur »*. Alors qu'une nouvelle revue de défense stratégique est attendue au printemps 2025, la note soulève la nécessité d'assurer une présence de manière quasi permanente des forces britanniques dans le Grand Nord.

La construction de la légitimité de l'Allemagne en Arctique

Alors que l'Allemagne lance le processus de construction de son brise-glace *Polarstern 2* (qui devrait être livré en 2030) dont le coût s'élève à 1,2 milliard d'euros, The [Arctic Institute](#) poursuit sa série sur les États observateurs avec un article sur la construction de la légitimité de la contribution allemande à la recherche polaire.

L'article distingue trois différents aspects sur lesquels se fonde la légitimité de l'Allemagne. Premièrement, la crise climatique est de plus en plus perçue comme une source de légitimité pour la participation allemande accrue à la recherche polaire. Dans le cadre des années polaires internationales – notamment depuis l'API-4 à laquelle l'Allemagne a largement participé –, la recherche polaire et la recherche sur la crise climatique sont devenues étroitement liées.

De surcroît, l'article souligne les préoccupations allemandes concernant une coopération scientifique partiellement obstruée et conflictuelle dans les régions arctiques, dans le cadre de la prochaine API-5 (2032-2033). Le récit de l'« exceptionnalisme arctique » est très présent dans le discours politique allemand pour promouvoir la légitimité de la coopération politique et scientifique dans les régions arctiques, malgré la guerre en Ukraine.

L'Italie et la Norvège renforcent leur coopération dans les activités spatiales et les matières premières critiques

L'Italie et la Norvège renforcent leur coopération dans les activités spatiales et les matières premières critiques, alors que la ministre norvégienne du Commerce et de l'Industrie a reçu le 12 mai 2025 deux ministres italiens. Le ministre italien des Entreprises et le vice-ministre des Affaires étrangères ont visité Kongsberg Satellite Services (KSAT) à Tromsø, dans le cadre de la collaboration de KSAT avec des acteurs spatiaux italiens clés comme Telespazio et e-Geos.

KSAT est désigné par le ministère italien de l'Industrie comme un partenaire potentiel dans le programme satellite de l'UE IRIS². Le ministre italien des Entreprises a affirmé que le renforcement de la coopération dans des domaines importants pour l'indépendance stratégique de l'Europe, tels que l'énergie, les opérations spatiales et les minéraux critiques représente une priorité commune et un objectif stratégique.

Une déclaration commune a été signée pour garantir un accès sûr et durable aux minéraux et métaux critiques. La délégation italienne a reçu une présentation sur l'importance des activités spatiales pour le climat et la sécurité dans l'Arctique.

Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques

14^{ème} réunion du Conseil de l'Arctique et déclaration conjointe de Romssa-Tromsø

Le 12 mai 2025, la 14^{ème} réunion du Conseil de l'Arctique (CA) a eu lieu en format hybride à Tromsø, Norvège, et en ligne ([Conseil de l'Arctique](#), 12 mai 2025). Comme en 2023, ce n'est pas formellement une réunion ministérielle entre les 8 pays de l'Arctique et membres du CA qui a eu lieu pour éviter des incidents diplomatiques dans un double contexte géopolitique. En effet, les conséquences de la guerre russe en Ukraine se font toujours sentir dans la gouvernance arctique et le dialogue au niveau diplomatique et politique n'a pas repris entre les États arctiques et la Russie. Ainsi, il ne pouvait pas ne pas y avoir de réunion ministérielle entre les 8 États comme cela était de coutume avant 2022. Par ailleurs, le spectre d'un refus des États-Unis de signer la déclaration comme en 2019 était bien présent alors

que Donald Trump a menacé d'acheter ou de prendre de force le Groenland qui prend justement la présidence du CA (au sein de la délégation du Royaume de Danemark, le Groenland a la tête).

Cette réunion a cependant vu la passation de la présidence tournante de la Norvège au Royaume de Danemark sans incident diplomatique. Les ministres des Affaires étrangères de la Norvège et du Royaume de Danemark étaient présents sur place ainsi qu'une délégation du Conseil Saami et de l'ICC (*Inuit Circumpolar Council*).

Il n'y a pas eu non plus de déclaration ministérielle (« *ministerial declaration* ») comme en 2023 mais simplement une « déclaration conjointe » (« *joint statement* ») qui a été signée par tous les États arctiques, y compris par les États-Unis et la Russie, malgré la mention du respect des droits des peuples autochtones et du changement climatique, ainsi que de la décision d'appeler la déclaration Romssa-Tromsø avec le nom Sámi de la ville en premier.

On peut noter un point intéressant de la déclaration concernant les Observateurs dont les demandes d'admission n'ont pas été traitées lors des deux dernières réunions. Les huit États membres du Conseil de l'Arctique et les six Participants Permanents « *Demandent aux hauts responsables arctiques de reprendre leur examen du rôle des Observateurs, tel que défini dans la Déclaration de Reykjavik de 2021, prennent acte avec reconnaissance des rapports d'activités des Observateurs soumis durant les présidences russe et norvégienne (2021-2025), et demandent aux hauts responsables arctiques de reprendre l'évaluation biennale des Observateurs* » (Traduction de la [Déclaration de Romssa-Tromsø](#), 12 mai 2025). Pour rappel, le dernier État accepté comme Observateur était la Suisse en 2017 et la dernière organisation l'OMI en 2019.

Bilan de la présidence norvégienne 2023-2025 du CA et programme et enjeux de la présidence du Royaume de Danemark

Lorsque la Norvège a pris la présidence tournante du CA en mai 2023, l'avenir du Conseil était incertain. À la suite de l'invasion russe de l'Ukraine, la coopération avait en effet été mise en pause pour la première fois depuis la création du forum en 1996 (voir bulletins précédents depuis mars 2022). La présidence norvégienne a été unanimement saluée pour avoir réussi à maintenir le CA en vie et entamé une reprise de travail des groupes de travail. Le SAO Chair Morten Høglund s'est même vu attribuer le titre de « High North Hero » lors de la conférence High North Dialogue à Bodø en avril 2025 ([High North Dialogue, 2025](#)).

Malgré les défis et l'absence de réunions au niveau politique, la présidence norvégienne a réussi à organiser plusieurs événements internationaux et assurer la reprise des travaux des groupes de travail et à initier de nouveaux programmes ([Conseil de l'Arctique, 24 avril 2025](#)), en particulier :

- La [Norwegian Chairship Wildland Fires Initiative](#) (WFI) organisée en octobre 2023 a eu pour but de faire face à l'accélération des feux de forêt en Arctique, en collaboration avec le Gwich'in Council International (GCI).
- Un événement de haut-niveau à la COP 29 avec des mots introductifs du Premier ministre norvégien, Jonas Gahr Støre, ainsi que du ministre de l'Environnement et du Climat du Chili, Maisa Rojas ([Conseil de l'Arctique, 20 novembre 2024](#)).
- En collaboration avec l'Organisation maritime internationale (OMI), le groupe de travail sur la protection de l'environnement marin de l'Arctique (PAME) a co-organisé un séminaire maritime polaire les 23 et 24 janvier 2025.
- La première [Arctic Youth Conference](#) (AYC) s'est tenue à Tromsø, Norvège, les 24-26 janvier 2025.

- Avec l'University Nord la première « [Arctic Emergency Management Conference](#) » (AEMC) s'est tenue à Bodø, en Norvège, les 18-20 mars 2025.

Cependant des défis majeurs restent et ont été passés à la présidence danoise/groenlandaise/féroïenne, comme la question de la place et du rôle des observateurs au sein du Conseil, la présidence de Donald Trump et ses attaques contre la science et sa position ambiguë envers la Russie.

Les 4 axes du programme du Royaume de Danemark sont : les peuples autochtones et communautés de l'Arctique ; le développement économique durable et solutions pour la transition énergétique ; les océans ; le changement climatique dans l'Arctique ; la protection de la biodiversité ([Programme du Royaume du Danemark pour le Conseil de l'Arctique, 2025-2027](#)).

Compte-rendu de la conférence Arctic Spirit, Rovaniemi, 7-8 mai 2025

L'édition 2025 d'*Arctic Spirit* a eu lieu les 7 et 8 mai à Rovaniemi, Finlande. *Arctic Spirit* est une conférence biennale qui se tient à Rovaniemi en novembre, depuis 2013. Lors de la dernière édition de 2023, la directrice avait cependant annoncé le changement de date pour mai en raison du grand nombre de conférences arctiques ayant lieu à l'automne-hiver.

Sans grande surprise, cette année le programme était centré autour des questions de sécurité au sens large mais avec un focus sur les questions militaires ([Arctic Spirit](#), mai 2025). Une attention particulière a été portée sur les questions d'infrastructures et de logistique dans le Nord de la Finlande et sur le besoin de connexion avec la Suède et la Norvège.

À une semaine de la passation de présidence du CA, la future présidente danoise a présenté son programme. Les discussions dénotaient une inquiétude sur de potentiels incidents diplomatiques avec les États-Unis qui pourraient empêcher la passation de présidence au Royaume du Danemark.

Dans ce contexte, par prudence, durant les sessions plénières du premier jour, les États-Unis et les politiques de Donald Trump de réduction de financement de la recherche, notamment climatique et arctique, n'ont pas été explicitement dénoncés mais uniquement critiqués entre les lignes par les représentants politiques. Le deuxième jour les chercheurs ont exprimé plus directement leurs craintes et critiques de la politique autoritaire du président américain et des conséquences possibles non seulement pour les sciences mais également pour la coopération en Arctique.

Cette année, comparé à 2023, présentateurs comme public étaient très « nordiques ». On pouvait noter une absence totale de représentants de l'UE, mais il est à noter que le *EU Arctic forum* doit se tenir en Finlande à Kittilä en juin ([Commission européenne](#), 2025) et très peu de présence nord-américaine.

Questions militaires, industrielles et technologiques

Renforcement de la coopération de défense nordique (NORDEFCO) à Rovaniemi (Laponie finlandaise)

Les ministres de la Défense des pays nordiques se sont réunis sur la base aérienne de Rovaniemi, en Laponie finlandaise, où ils ont signé une version révisée du mémorandum d'entente (MoU) du NORDEFCO, la coopération de défense nordique initialement établie en 2009. Cette mise à jour reflète les évolutions de la situation géopolitique depuis la guerre

en Ukraine, ainsi que l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN. Elle précise désormais les objectifs, la structure et les principes fondamentaux de cette coopération entre alliés ([High North News, 12 mai 2025](#)).

Le ministre norvégien de la Défense, Tore O. Sandvik, a souligné qu'un partenariat nordique solide est plus que jamais nécessaire pour faire face aux menaces actuelles. Il a insisté sur le fait que cet accord marque une nouvelle étape dans l'intégration de la région au sein de l'OTAN. Son homologue finlandais, Antti Häkkänen, dont le pays préside le NORDEFCO en 2025, a rappelé que ce nouvel accord vise à permettre un renforcement rapide de la défense conjointe et de la sécurité d'approvisionnement militaire dans le contexte de dissuasion et de défense de l'Alliance. Selon lui, la coopération entre les pays nordiques entre désormais dans une nouvelle ère.

Le ministre danois Troels Lund Poulsen a rappelé que l'agression russe représente toujours la principale menace pour l'OTAN et pour la stabilité européenne, évoquant notamment sa récente visite à la frontière russe-finlandaise, où seul un grillage sépare les deux pays. Il s'est félicité de l'engagement accru des pays nordiques en faveur d'une coopération de défense renforcée.

Le potentiel des minéraux critiques au Groenland pour approvisionner les marchés de l'Union européenne

Sur la base des rapports du Service géologique du Danemark et du Groenland (GEUS) et des années de recherche géologique des entreprises, un article de la revue polonaise [Przeglqd Geologiczny](#) fournit une analyse du potentiel du Groenland à approvisionner l'Union européenne en matières premières critiques (MPC). **Vingt-cinq des trente-quatre matières premières critiques de l'UE sont connues au Groenland.** Parmi elles, les projets d'extraction de graphite (gisement d'Amitsoq), de molybdène (gisement de Malmbjerg) et d'éléments de terres rares (gisement de Kringlerne/Killavaat Alannguat) sont les plus proches du début de l'exploitation. Le potentiel est également élevé pour le niobium, le tantale, les métaux du groupe du platine, le titane, le vanadium et le zirconium. La dépendance de l'UE à l'égard de nombreuses sources primaires de matières premières critiques s'élève à 100%, il est donc important d'acquérir des partenaires stratégiques et fiables, idéalement situés près des frontières de l'UE.

En 1984, principalement pour préserver son autonomie par rapport aux réglementations de l'UE sur ses pêches, le Groenland a choisi de quitter l'UE, mais est resté un PTOM de l'UE, sécurisant une relation continue étroite. La séquence Trump depuis décembre 2024, où les prétentions de la nouvelle administration américaine sur le Groenland ont été affirmées à plusieurs reprises, pourrait au contraire contribuer à rapprocher l'Union européenne et ce territoire sous souveraineté danoise.

Publications des Instituts de recherche

Les effets en cascade du changement climatique en Arctique

Un article scientifique, paru [dans la revue Climate](#), synthétise les impacts en cascade du changement climatique sur le système climatique mondial, les écosystèmes et les systèmes socio-économiques régionaux, ainsi que les défis en matière de gouvernance pour les communautés autochtones. Le transport de chaleur océanique, le dégel du pergélisol et les interactions albedo-glace contribuent aux changements systémiques dans les écosystèmes arctiques, dans la circulation atmosphérique et la régulation du climat mondial. Le rythme du changement climatique en Arctique – quatre fois plus rapide que la moyenne mondiale –

est un phénomène connu sous le nom d'« amplification arctique » qui entraîne des effets politico-sécuritaires importants.

Les communautés autochtones de l'Arctique sont particulièrement sensibles à ces changements, perturbant leurs pratiques de subsistance traditionnelles et leurs infrastructures. Cette publication met en lumière l'inclusion insuffisante des savoirs autochtones dans les cadres de recherche et de gouvernance, entravant le développement de stratégies d'adaptation efficaces et équitables. Cette étude souligne la nécessité d'approches inclusives, fondées sur les cadres de gouvernance, les politiques climatiques et les initiatives de résilience communautaire.

Pour garantir une approche équilibrée entre la préservation de l'environnement et le potentiel économique, l'article préconise la mise en place d'accords juridiquement contraignants pour contrôler les émissions spécifiques à la région, l'extraction des ressources et les opérations de navigation.

La fragilisation de l'exceptionnalisme arctique et la renégociation de la gouvernance dans une période d'incertitude géopolitique

Deux articles, publiés dans *The European Journal of Social Theory* et *International Affairs*, interrogeant la persistance d'une forme d'exceptionnalisme arctique du point de vue de la souveraineté et de la gouvernance, alors que le travail du Conseil de l'Arctique est entravé et que la Russie a pris la décision en 2023 de se retirer du Conseil euro-arctique de la mer de Barents (BEAC). Les deux articles soulignent que l'Arctique a été fréquemment qualifié de laboratoire de gouvernance, du fait de la collaboration internationale pour la protection de l'environnement, de son maintien en tant que zone de paix et de coopération, de la diplomatie scientifique et de l'inclusion des populations et des connaissances autochtones dans la science et la prise de décision au sein du Conseil de l'Arctique.

Or, l'article de *International Affairs* met en lumière la période d'incertitude géopolitique dans laquelle est entrée l'Arctique, du fait de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et des ressources pétrolières et gazières disputées. Alors que le travail du Conseil de l'Arctique est entravé, l'article soulève la question de savoir comment, où et par qui la gouvernance arctique va être négociée.

Selon cet article, **une dispersion de la gouvernance est probable au sein de forums supplémentaires qui créent un réseau de gouvernance résilient pour la région, tels que le Conseil Euro-Arctique de la mer de Barents (BEAC), le Conseil Nordique (NC) et le Comité permanent des parlementaires de la région arctique (SCPAR)**. Certaines des autorités des huit États investis dans le Conseil de l'Arctique pourraient se déplacer vers ces plateformes de conversation interparlementaires, intergouvernementales, civiles et scientifiques. **Une telle dispersion aurait un impact particulier sur la participation des représentants autochtones**, qui ont une position spécifique au sein du Conseil de l'Arctique en tant que Participants Permanents.

L'engagement économique et l'influence politique de la Chine dans l'Arctique russe

Alors que l'arrivée de l'administration Trump rebat les alliances et ouvre des opportunités de dialogue entre la Chine et ses voisins asiatiques, un [article scientifique](#) publié dans la revue sud-coréenne *Yonsei Journal of International Studies* étudie l'engagement économique de la Chine dans l'Arctique russe et examine en quoi l'outil de gouvernance économique est utilisé pour exercer une influence politique. S'appuyant sur des sources en anglais et en chinois, des documents de diplomatie publique et des statistiques commerciales, les résultats révèlent que la Chine a déployé divers mécanismes d'influence pour se présenter comme un État « presque arctique ». Cependant, **la stratégie de réponse multiforme de la Russie, combinant précédent historique, réglementation nationale et**

cadres internationaux, a limité la capacité de la Chine à traduire son engagement économique en influence politique.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 a bouleversé cette dynamique, en créant une interdépendance asymétrique qui renforce l'influence de la Chine en Arctique, comme en témoignent les échanges bilatéraux record, l'ouverture du port de Vladivostok et une coopération militaire sans précédent. Pourtant, la méfiance persistante de la Russie envers l'influence chinoise et sa détermination à maintenir son autonomie stratégique suggèrent des tensions continues dans leur partenariat.

Trafic maritime – Sécurité maritime

L'usine de GNL de Yamal a expédié 226 cargaisons de GNL vers l'Europe en 2024 suivant le rapport du centre d'étude norvégien CHNL. Durant les mois d'hiver, les cargaisons sont dirigées vers l'Europe, tandis qu'en été, certaines cargaisons de GNL sont envoyées vers l'Asie. **Le volume total des exportations de l'usine Yamal LNG est de 21,2 Mt par an, soit 2,5 % de plus que l'année record précédente de 2022 et 5 % de plus qu'en 2023.** Au total, 287 cargaisons par méthaniers ont été envoyées d'une capacité unitaire de 74 000 tonnes de GNL. Tous les voyages par tanker Arc7 spécialisé n'ont pas été jusqu'à la destination finale. Environ 200 voyages ont été effectués le long de la côte norvégienne dans les mers de Barents et de Norvège où la cargaison a été transbordée à couple sur des méthaniers classiques. Durant les mois d'été et d'automne, 19 voyages ont été effectués par les méthaniers de classe glace Arc4, 17 par des méthaniers classiques sans aucune classe glace. Durant le reste de l'année, le transport de GNL depuis l'usine a été assuré par des pétroliers de classe glace Arc7 uniquement. **226 cargaisons sur 287 étaient dirigées vers l'Europe ; 88 vers la France ; 62 vers la Belgique ; 54 vers l'Espagne et d'autres pays européens** ([Neftgaz.ru](#), 2 mai 2025 ; [Chnl.no](#), 2 mai 2025).

La deuxième ligne de production a été lancée à Arctic LNG 2, malgré le fait que l'usine soit toujours soumise à des restrictions strictes de la part de l'Occident. Arctic LNG 2 a arrêté sa production à grande échelle en octobre 2024, car les sanctions ont freiné la demande étrangère de GNL. Cependant, malgré les limitations en termes d'équipement et d'expertise technique, l'installation a continué à être construite et l'usine a déjà produit le premier lot de carburant sur le deuxième train. L'activité des méthaniers associés à Novatek laisserait croire à des chargements de cargaison dès que les conditions de glace le permettront ([OilCapital.ru](#), 20 mai 2025 ; [Korabel.ru](#), 20 mai 2025).

La Russie devrait gagner 160 milliards de dollars en impôts sur la route maritime du Nord d'ici 2035, la région arctique a généré 11 % des exportations qui représente 7,5 % du PIB du pays. De nouveaux chiffres gouvernementaux soulignent le rôle crucial de l'Arctique dans l'économie russe. Les projets le long du principal corridor maritime pourraient générer d'importantes recettes fiscales au cours de la prochaine décennie et représenter une part croissante des exportations et du PIB du pays. Le gouvernement russe s'attend à ce que le développement des ressources de la région contribue à hauteur de plus de 160 milliards de dollars de recettes fiscales au budget fédéral au cours de la prochaine décennie, jusqu'en 2035. La Russie a prévu des investissements de 40 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie pour créer un environnement économique permettant de garantir la mise en œuvre de tous les projets proposés. Il reste toutefois à voir si le gouvernement sera en mesure de faire face à ces investissements financiers importants ([High-NorthNews.com](#), 19 mai 2025).

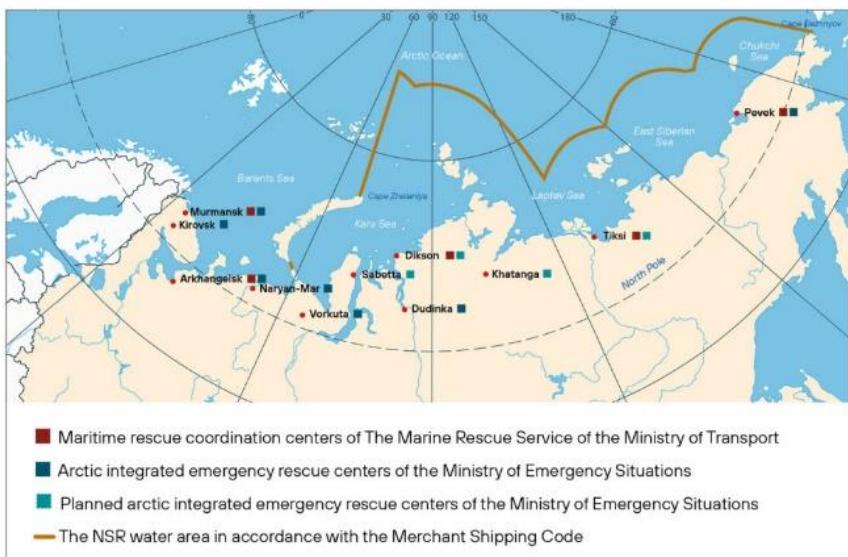
La Russie va investir 6 milliards de dollars pour relancer la construction navale nationale, dont 130 navires pour l'Arctique. La Russie a annoncé un plan de 500 milliards de

roubles (6 milliards de dollars) pour revitaliser sa construction navale nationale. La [Stratégie nationale pour le développement de la construction navale](#) prévoit un **vaste programme visant à ajouter 1 637 navires marchands à sa flotte d'ici 2036**. Parmi ces navires, 713 devraient arriver au cours de la période de 2025 à 2030, le reste au cours des cinq années précédant 2036. **Le plan prévoit la construction de 130 navires de haute classe de glace, notamment des pétroliers et des gaziers ainsi que des vraquiers, afin de développer davantage les routes de navigation dans l'Arctique.** « *L'industrie navale de la Fédération de Russie est confrontée à de nouveaux défis [...], notamment liés à l'introduction de sanctions économiques. Il est donc nécessaire de développer ses propres compétences dans la construction d'une flotte de transport de marchandises de gros tonnage afin de garantir les flux de marchandises à l'exportation et sur le marché intérieur* », indique la stratégie. La capacité du pays à mettre en œuvre un plan de construction navale aussi ambitieux dans l'Arctique reste incertaine. Si la Russie possède [une vaste expérience dans la construction de brise-glaces conventionnels et nucléaires](#), ses chantiers ont jusqu'à présent peiné à construire des méthaniers et des pétroliers de classe glace. Le chantier naval Zvezda, en Extrême-Orient, [n'a pas pu mettre en service plusieurs transporteurs de gaz Arc7](#), partiellement construits par le sud-coréen Samsung Heavy Industries. Aucun pétrolier Arc6 n'a été livré pour le gigantesque projet Arctic Vostok Oil, le plus grand projet pétrolier russe depuis les années 1980. Ce projet [nécessite 30 navires de ce type d'ici les années 2030](#). L'expansion de la flotte de brise-glaces du pays devrait également se poursuivre. La stratégie prévoit que la flotte atteindra 60 navires d'ici 2030 et 69 d'ici 2036 dans le scénario de référence. **En 2023, la flotte de brise-glaces russe comptait 45 brise-glaces, dont 37 diesel-électriques et 8 nucléaires.** Cependant, à l'instar de la capacité vieillissante des États-Unis dans l'Arctique, de nombreux brise-glaces russes devront être remplacés au cours des deux prochaines décennies. **Près de la moitié de ses brise-glaces ont plus de 40 ans, et seulement 10 navires ont moins de 10 ans** ([gCaptain.com](#), 14 mai 2025).

La « flotte fantôme » russe se prépare pour l'été, les transporteurs de GNL sanctionnés recevant des permis pour la route arctique. Ces derniers jours, au moins une demi-douzaine de méthaniers sanctionnés ont reçu l'autorisation de naviguer sur la route maritime du Nord russe cet été. Au total, près de 30 méthaniers ont désormais obtenu l'autorisation de naviguer dans les eaux arctiques russes au cours des prochains mois. Parmi eux, au moins six méthaniers conventionnels sans classe glace. La majeure partie de la flotte reste sous sanction mais opère légalement, transportant du gaz liquéfié provenant du projet Yamal LNG. Une douzaine de navires autorisés pourraient être utilisés pour charger des cargaisons sur le projet voisin Arctic LNG 2. L'été dernier, Novatek a réussi à charger huit cargaisons depuis l'usine, bien qu'il n'ait pas trouvé d'acheteurs ([gCaptain.com](#), 08 mai 2025 ; [TheBarentsObserver.com](#), 28 mai 2025 ; [gCaptain.com](#), 30 mai 2025).

La Russie a besoin de davantage de ressources pour gérer les urgences sur la route maritime du Nord. Actuellement, les infrastructures d'intervention d'urgence le long de la RMN sont sous-développées, un fait reconnu même par les responsables russes. Plusieurs agences sont impliquées dans la gestion des urgences dans l'Arctique, mais les acteurs clés sont le ministère des Transports, le ministère des Situations d'urgence (EMERCOM) et Rosatomflot. Le Service de sauvetage maritime, rattaché au ministère des Transports, est responsable des opérations de recherche et de sauvetage et de gestion des pollutions. Dans l'Arctique, ses unités opèrent dans les ports de Mourmansk et de Dikson, avec des centres secondaires de sauvetage à Arkhangelsk, Pevek et Tiksi. Cependant, les centres secondaires de Pevek et Tiksi ne fonctionnent que pendant la saison de navigation estivale, laissant toute la zone allant de la Nouvelle-Zemble à la Tchoukotka sous la responsabilité du centre de Dikson le reste de l'année. Il existe également des centres de secours d'urgence EMERCOM à Arkhangelsk, Mourmansk, Vorkouta, Narian-Mar et Pevek, ainsi que des équipes de recherche et de sauvetage à Doudinka, Nijniéansk (Iakoutie) et Tcherski (Iakoutie). Par ailleurs, des projets sont en cours pour établir trois nouveaux centres le long de la RMN, à Sabetta, Dikson et Tiksi. Le 19 novembre 2024, la nouvelle de la construction

d'un autre centre à Khatanga, sur la péninsule de Taimyr, [a été annoncée](#). Cependant, la création de ces centres a été retardée. Initialement, dix centres d'intervention d'urgence étaient prévus le long de la RMN d'ici 2015, mais seuls trois ont été achevés à temps. Les échéances ont été repoussées à plusieurs reprises, et la plupart des centres restent inachevés. Le plan de développement de la NSR jusqu'en 2035 [prévoit](#) la construction de 46 navires de sauvetage d'urgence d'ici 2030. Initialement, 16 d'entre eux devaient être livrés en 2024, mais seuls deux ont été achevés. La construction des autres navires a été retardée en raison de pénuries de composants importés causées par les sanctions internationales. Par conséquent, il est peu probable que les 46 navires soient tous prêts d'ici 2030 ([Bel-lona.ru](#), 16 mai 2025 ; [ArcticToday.com](#), 8 mai 2025).



L'UE propose une interdiction du gaz russe pour 2027, mais les importations augmentent à nouveau même si la Norvège reste le premier fournisseur après les États-Unis et la Russie. Bruxelles prévoit d'introduire le mois prochain une législation contraignante visant à mettre fin aux ventes de gaz par gazoduc et de gaz naturel liquéfié dans le cadre de ventes spot à court terme d'ici fin 2025. Une interdiction des importations dans le cadre des contrats à long terme existants suivrait d'ici la fin de 2027. Il est loin d'être certain que la proposition de la Commission recueille le soutien politique nécessaire des autres pays membres, notamment la Hongrie et la Slovénie qui dépendent du gaz russe par gazoduc. Le ralentissement de la demande internationale et la mise en service de nouveaux projets, américains notamment, ont amélioré la diversité de l'offre et pourraient permettre à la Commission de trouver un soutien suffisant pour se passer du gaz Russe. Actuellement, environ [80 % de la production de Yamal LNG](#) est expédiée et vendue sur le marché de l'UE. Rien qu'en 2024, l'UE a acheté du GNL russe pour une [valeur de 7 milliards d'euros](#) ([gCaptain.com](#), 07 mai 2025).



L'UE renforce la pression sur l'économie russe avec son 17^e paquet de sanctions. S'exprimant après l'adoption par l'UE du 17^e paquet de sanctions, Jean-Noël Barrot a déclaré que l'impact des sanctions avait été insuffisant jusqu'à présent, et que le bloc devait travailler avec les États-Unis, où le Congrès a préparé des mesures paralysantes si le président américain Donald Trump décidait de faire pression sur Moscou. **L'Union européenne a adopté son 17^e train de sanctions contre la Russie, le plus complet à ce jour.** Avec l'ajout de 189 navires de la flotte fantôme, le nombre total de navires sanctionnés par l'UE s'élève désormais à 342 ; une augmentation rapide depuis fin 2024, lorsque la liste ne comprenait que 79 navires. L'UE pourrait imposer des droits de douane de 500 % aux pays

qui importent du pétrole russe. Les mesures de l'UE, en coordination avec le Royaume-Uni, sont notamment présentées sans paquet correspondant à Washington. La dernière action de sanctions majeure des États-Unis a été annoncée il y a près de 6 mois, en janvier 2025, dans les derniers jours de l'administration Biden. Les dernières mesures visent également les assureurs et les sociétés commerciales, dont VSK, l'un des plus grands assureurs privés du pays, et Eiger Shipping, un opérateur basé aux Émirats arabes unis associé à Lukoil, troisième plus grande entreprise russe. Au total, l'UE a bloqué 58 entreprises et 17 personnes supplémentaires, portant le total à respectivement 600 et 1 944. Contrairement aux mesures de grande envergure prises contre le pétrole brut russe, l'UE n'a pris que des mesures limitées contre le GNL. Le document de sanctions détaillant les nouvelles mesures ne fait aucune mention du GNL. Les importations de gaz naturel liquéfié russe sont notamment exemptes de sanctions. L'UE demeure le principal client de GNL de la Russie.

En 2024, l'Union européenne a acheté 17,8 Mt de GNL à ce pays – un nouveau record – pour une valeur de 7,32 milliards d'euros. L'UE envisagerait désormais un 18^e paquet de sanctions, qui devrait proposer d'abaisser le prix plafond du pétrole russe transporté par voie maritime de 60 à 50 dollars le baril. L'UE a même sanctionné la flotte des 4 navires de la série North de l'armateur japonais MOL, premier opérateur mondial de méthaniers. La sanction est particulièrement puissante puisque Novatek, l'opérateur de Yamal LNG, avait commencé à les utiliser pour les transferts de navire à navire à la suite de l'interdiction de transbordement de l'UE. Novatek devra désormais essayer de trouver des remplaçants ([gCaptain.com](#), 14 mai 2025 ; [TheBarentsObserver.com](#), 15 mai 2025 ; [Korabel.ru](#), 20 mai 2025 ; [gCaptain.com](#), 20 mai 2025 ; [Europa.eu](#), 20 mai 2025 ; [gCaptain.com](#), 22 mai 2025 ; [HighNorthNews.com](#), 21 mai 2025).

Le premier réacteur a été fabriqué pour le brise-glace nucléaire Rossiya. Les réacteurs RITM-400 du brise-glace nucléaire de nouvelle génération Rossiya – 120 MW – lui permettront de briser des glaces de plus de 4 mètres d'épaisseur et de créer un chenal de 50 m de large. La Russie a décidé de baptiser chacun des deux réacteurs du nom de héros russes : Ilya Mouromets et Dobrynia Nikitich. Comme indiqué précédemment, 32,7 milliards de roubles seront alloués du budget fédéral en 2025 à la construction du brise-glace nucléaire Rossiya du projet Leader. Le navire est construit au complexe de construction navale Zvezda selon les plans du bureau central de conception Iceberg. En 2026, il est prévu d'allouer 30,3 milliards de roubles à la construction de ce navire, et en 2027 – 26,7 milliards de roubles. Ainsi, un total de 89,7 milliards de roubles seront alloués à ces fins sur trois ans. Le navire « [Rossiya](#) » du projet 10510 deviendra le brise-glace le plus puissant du monde ([Korabel.ru](#), 20 mai 2025).



Les garde-côtes américains donnent le feu vert à la production complète de leur brise-glace lourd avec certainement des années de retard sur le calendrier initial. La construction du premier brise-glace lourd construit aux États-Unis depuis près de 5 décennies progresse lentement. Le Département de la Sécurité intérieure a approuvé le lancement de la production à plein régime du premier PSC (*Polar Security Cutter*) le 30 avril 2025. À partir de 2023, le chantier naval Bollinger a commencé la construction de 8 modules du *PSC Polar Sentinel* dans le cadre d'un programme d'essais préalables au lancement officiel de la construction et à la finalisation de la conception détaillée du brise-glace. Le coût de construction initial, qui s'élevait à 745,9 millions de dollars, a presque triplé. Le navire de 23 000 tonnes est basé sur le « concept design » du *PolarStern II*, un brise-glace allemand encore en construction qui utilise un acier spécial appelé EQ-47, difficile à travailler. En mars, [Bollinger](#) a obtenu 951,6 millions de dollars dans le cadre d'une modification de contrat, portant le coût total du navire initial à ce jour à 1,9 milliard de dollars. **Cette autorisation de construction globale intervient alors que le Congrès propose un achat massif**

de plus de 14 milliards de dollars de navires de la Garde côtière, y compris une nouvelle classe de brise-glaces moyens ([gCaptain.com](#), 2 mai 2025 ; [NewsUsni.org](#), 2 mai 2025 ;

Les constructeurs de brise-glaces finlandais continuent de renforcer leur position de leader mondial et leur capacité à répondre à la demande croissante de navires brise-glaces, notamment pour les États-Unis. [Aker Arctic](#), leader du secteur de la conception de brise-glaces et de navires de classe glace, a annoncé sa fusion avec son partenaire de conception de navires de longue date, [Bluetech](#), également finlandais. La nouvelle entité devrait être bien positionnée [dans le cadre du Pacte ICE](#) pour renforcer la coopération en matière de brise-glaces entre les États-Unis, le Canada et la Finlande. Les deux entités continueront d'opérer sous leurs propres marques au sein d'une nouvelle société mère, Arctic Marine Technology Group Oy. Cette nouvelle entité sera détenue par la société d'ingénierie suédo-suisse ABB et par la société finlandaise Industry Investment Tesi. La fusion de deux acteurs majeurs de la conception navale au sein d'un même groupe renforcera l'expertise finlandaise en matière de brise-glaces ([AkerArctic.fi](#), 19 mai 2025 ; [gCaptain.com](#), 19 mai 2025).

La Corée du Sud envisage de transformer le port de Busan en porte d'entrée maritime vers l'Arctique. L'attrait du transport maritime dans l'Arctique et le rôle de la Corée du Sud dans ce secteur ont occupé une place centrale dans l'élection présidentielle du pays. Le candidat du Parti démocrate à la présidentielle, Lee Jae-myung, a misé son avenir politique sur **la revitalisation des villes portuaires du sud du pays, notamment Busan et Ulsan, en les transformant en portes d'entrée pour le commerce maritime arctique.** Lee a étroitement lié l'avenir économique des ports du sud du pays aux opportunités offertes par le transport maritime dans l'Arctique. Les données de transport maritime confirment la position stratégique du pays, une grande partie du trafic de la route maritime du Nord russe passant à proximité de la Corée du Sud. Plusieurs voyages récents, notamment des porte-conteneurs reliant la Chine à la Russie via l'Arctique, ont fait escale dans des ports sud-coréens ([HighNorthNews.com](#), 30 mai 2025).